



PAS DE REPOS LE 15 MAI ? PRENONS-LE !

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE VENDREDI 15 MAI 2026

Depuis des années c'est la même punition :

Suppressions d'emplois : quitte à nous mettre en grande difficulté et à faire monter la pression dans les services et à l'accueil. Quitte à contourner Sirius pour refuser des congés via des plannings excel verrouillés. Quitte à détourner la nature du télétravail et l'utiliser comme pression sur les un.es et carottes sur les autres. Le tout saupoudré d'arbitraire, voir de discrimination, sous prétexte de raison de service.

Restructurations permanentes : destruction de notre réseau de proximité de pleine compétence, fusions-suppressions de services non-stop, ils s'attaquent maintenant aux missions. Les effets sont délétères sur les conditions de travail et notre santé mentale

Délestages entre services : pour soi-disant absorber des pics d'activité, alors que les services de déstagement sont eux aussi en manque d'effectifs. C'est le règne de l'absurde !

Nouvelle méthode d'évaluation des emplois : le but n'est autre que de masquer un maximum de postes vacants et de continuer à supprimer des emplois, en priorité dans les services de gestion.

Montée en puissance de l'intelligence artificielle : loin de simplifier le travail, elle induit des tâches de corrections, elle industrialise davantage notre travail, le déshumanise, et c'est une machine à détruire des emplois.

Gestion des personnels : SARH éloignés des agents, RH locaux en sous effectifs, manœuvres pour ne plus rembourser les frais de déplacement, demandes de remboursements brutales d'indus, affectations arbitraires au profil, culte de la performance, etc. La DG ne nous considère que comme des « unités » qui coûtent et sont à pressuriser.

Décrochage des salaires : perte de pouvoir d'achat du point d'indice depuis 2000 qui dépasse 28 %, revalorisations de + 3,5 % en 2022 et + 1,5 % en 2023 qui n'ont jamais rattrapé l'inflation, gel en 2024, 2025 et 2026, suppression de la GIPA 2024 et 2025, réduction de 10 % de la rémunération en congé maladie ordinaire. Voilà comment le gouvernement considère notre travail !

Constat non-exhaustif

CONCLUSION : NOUS EN AVONS ASSEZ D'ÊTRE MALTRAITÉ·ES !

Un taux de suicides au sein de la DGFIP d'environ le double du taux moyen de la population française... Et on nous refuse la possibilité d'un temps de respiration ?

Par une note du 7 nov 2024, la Directrice générale annonçait : « mettre un terme, à compter de 2025, à la pratique DGFIP dite des « ponts naturels », et avoir une attention particulière sur la prise de congés durant les périodes de forte activité qui entourent les jours fériés. »

PAS DE POSSIBILITÉ DE REPOS LE 15 MAI ?

ALORS PRENONS-LE !

TOUS ET TOUTES EN GRÈVE LE 15 MAI 2026 !

(un préavis de la CGT Finances Publiques couvre les collègues qui voudraient se mettre en grève)



Dans le Val d'Oise :

- suite à la suppression du Tagerfip, le nombre d'emplois est passé de **981 emplois A, B et C à 896 avec le nouveau référentiel, soit 85 emplois supprimés auquel il faut ajouter 93,6 postes vacants**,
- par conséquent, le 95 est fermé aux mutations B en 2026 (aucune arrivée!) donc charges de travail supplémentaires dans les services déjà en souffrance,
- augmentation de fiches de signalement internes (management toxique...),
- avec la fermeture du SGC de Sarcelles en juillet 2025 et celle programmée du CfiP de St-Leu en septembre 2026, la DDFiP comptera 10 services des Finances Publiques contre 39 en 2006,
- service public dégradé (réduction des horaires d'ouverture...),
- suite à la demande expresse de la CGT pour avoir des jours de télétravail supplémentaires face à l'explosion du prix du carburant, refus catégorique de la direction,
- missions supplémentaires dans les services sans agent.es supplémentaires (facturation électronique, traitement des anomalies suite à la mise à jour automatique des locaux...),
- réduction des remboursements des frais de déplacements (stagiaires et nomades),
- au final, souffrance des agent.es au travail et moins de services rendus à l'usager, qu'il soit un particulier, une entreprise ou une collectivité publique.

PAS DE POSSIBILITÉ DE REPOS LE 15 MAI ?

ALORS PRENONS-LE !

TOUS ET TOUTES EN GRÈVE LE 15 MAI 2026 !

(un préavis de la CGT Finances Publiques couvre les collègues qui voudraient se mettre en grève)

